

Laurent Berger: « L'urgence est de mettre une raclée au FN »

Interview Le patron de la CFDT était dans les Alpes-Maritimes, hier. L'occasion pour lui d'appeler à voter Macron dimanche. Non pas par adhésion, selon lui, mais par opposition à Le Pen

Le patron de la CFDT, qui pour la première fois a devancé la CGT, dans le privé, était en visite dans les Alpes-Maritimes hier. L'occasion pour Laurent Berger de prendre une nouvelle fois position contre Marine Le Pen.

Quelle est la raison de votre déplacement ?

Je suis venu voir les militants de Sophia Antipolis. C'est un site énorme où la CFDT fait un gros travail de proximité avec les salariés des différentes entreprises. Mais je fais le tour de tous les départements. Je suis en déplacement une à deux fois par semaine. C'est un peu ma marque de fabrique. L'idée c'est de débattre avec les militants. J'ai besoin d'entendre ce qu'ils vivent, les préoccupations qui sont les leurs.

Justement, quelles sont les remontées du terrain ?

La première des inquiétudes c'est évidemment la situation politique avec une montée du Front national qui est terrible. On a beaucoup débattu de cela et de notre position...

Vous êtes l'un des rares syndicats à avoir appelé à voter Macron contre Le Pen...

Pour une raison simple : le Front national c'est la haine de l'autre, de l'étranger, des femmes qui veulent disposer librement de leur corps, des homosexuels... C'est la haine de tous ceux qui ne sont pas comme eux et qui ne pensent pas comme eux. Le Front national c'est tout simplement l'antithèse de la CFDT, une organisation ouverte et tolérante. Dès lors pour battre Marine Le

Pen et pour qu'elle soit le plus bas possible, car on ne peut pas accepter de vivre dans un pays où elle ferait 40 ou 45 % des voix, il n'y a qu'une solution : c'est le bulletin Macron.

Plus par opposition que par conviction ?

Cela ne vaut pas acceptation. Ce n'est pas une adhésion, loin s'en faut, de la CFDT à son programme. Mais, je préfère me battre sur des dispositions relatives à l'évolution de l'assurance chômage ou sur le droit du travail, que d'avoir à combattre la préférence nationale et le rejet des étrangers.

Demain, s'il le faut, la CFDT sera-t-elle prête à aller au conflit contre Emmanuel Macron ?

Nous sommes prêts à la contestation, à la critique et s'il le faut au conflit. Il ne faut pas que M. Macron s'attende, ni à des oppositions de principe, ni à de la complaisance de la part de la CFDT. Mais il y a deux temps et l'urgence, pour nous, c'est d'abord de mettre une raclée au Front national dimanche dans les urnes. Pour montrer qu'il y a une France européenne, fraternelle, ouverte. Dans un second temps il faudra dire à M. Macron que la France ne va pas bien, qu'il ne peut pas faire comme si rien ne s'était passé. Il faudra qu'il écoute les sentiments qui se sont exprimés, notamment celui de relégation dans les zones rurales et certains endroits que les services publics ont déserté. Il faudra écouter le mal-être de certains salariés. On ne peut parler que de macroéconomie.



Laurent Berger, le patron de la CFDT, était à Sophia Antipolis hier. (Photo Sébastien Botella)

Est-ce que dans le programme de M. Macron il y a des choses qui d'ores et déjà ne vous vont pas ?

Il y a notamment la question de l'évolution de l'assurance chômage s'il devait y avoir une nationalisation parce que je pense que ce serait dangereux pour les droits des chômeurs. Sa vision du syndicalisme pose également problème. Il pense que nous devons nous occuper que des intérêts particuliers, alors que nous pensons pouvoir concourir, aussi, à l'intérêt général, dans la gestion de l'assurance chômage ou dans les

dispositifs de formation professionnelle... Et puis j'attends de voir ce qu'il y a vraiment dans sa réforme du marché du travail. On jugera sur pièce comme avec Hollande, Sarkozy ou Chirac. La CFDT fera alors son boulot de syndicaliste.

Du coup ce positionnement est-il parfois un peu compliqué à expliquer auprès des militants ?

Ce n'est pas compliqué même s'il y a des gens qui ne le comprennent pas. Parce que le pays est nourri d'ambiguïté. Parfois j'ai l'impression que certains espèrent que le FN ne

passer pas mais qu'il fasse malgré tout 40 ou 45 %. J'estime que ce serait irresponsable. Parce que de là à 51 % il n'y a pas grand-chose et moi je ne veux pas jouer avec les allumettes près du gaz. À partir de là il faut prendre ses responsabilités. Voilà pourquoi j'appelle à voter pour le seul candidat qui est en face du Front national. Comme nous l'avions fait pour Chirac en 2002.

C'est quelque part courageux car vous devez en avoir aussi des militants CFDT qui votent FN. Vous n'avez pas peur que ça vous coûte votre nouvelle place de première organisation syndicale dans le privé ?

Ce qui est sûr c'est que ça ne plaît pas à tout le monde. La preuve c'est que nos locaux ont été dégradés. Des militants qui votent Front national nous en aurions 7 % selon un sondage sortie des urnes. Ce qui est plutôt moins que les autres organisations syndicales. Maintenant je ne sais pas si ce positionnement est courageux. Ce n'est pas vraiment un acte de bravoure. C'est juste fondamental pour nous. La CFDT n'a jamais dérogé contre toutes les formes de dictatures et de totalitarisme. Or depuis le débat j'ai moins d'états d'âme encore car je suis convaincu que si Marine Le Pen accédait au pouvoir se serait moins de liberté, plus de discrimination, plus de rejet de l'étranger, ce serait une société fermée, intolérante, et ce serait moins de syndicalisme et donc moins de droits pour les travailleurs.

PROPOS RECUEILLIS
PAR ERIC GALLIANO
egalliano@nicematin.fr

PRÉSIDENTIELLE 2017 SECOND TOUR

Retrouvez les résultats
commune par commune
lundi 8 mai dans
nice-matin

